DÉCLARATION FONDATRICE - CONTRIBUTION AU DÉBAT PUBLIC

Notre jeunesse mérite mieux.

Cinquante ans de rendez-vous manqués : il est temps de remettre l'éducation au cœur de tous les parcours. | Déclaration intégrale de Pascal PICAULT | 10 novembre 2026

Aujourd'hui, je ressens le besoin de prendre la parole.

Pas pour juger. Pas pour condamner. Pas pour ajouter une voix à celles qui, déjà, s'affrontent dans le débat public.

Mais parce que je suis profondément touché, indigné, parfois même meurtri, par ce que je vois de notre pays et de sa jeunesse.

Depuis plusieurs semaines, des lycéens expriment leur colère, leurs inquiétudes, leurs revendications. Derrière ces mobilisations, il y a des situations diverses, des attentes légitimes, des interrogations sur l'école, ses moyens, les conditions d'études et l'avenir.

Je ne prétends pas parler à la place de ces jeunes. Je ne prétends pas non plus expliquer, à moi seul, les raisons de leurs mobilisations.

Mais je veux apporter un éclairage. Celui d'un homme qui a consacré trente années de sa vie professionnelle à la formation, à l'apprentissage et à l'accompagnement des jeunes.

Celui d'un homme qui croit profondément en notre jeunesse.

Celui d'un homme qui reste convaincu que l'éducation constitue l'une des plus grandes promesses de notre République.

Et aujourd'hui, cette promesse me semble fragilisée.

Je vois ma France qui a mal. Je vois une jeunesse qui doute, qui s'inquiète, qui cherche sa place. Je vois des familles qui espèrent, qui s'interrogent, qui veulent naturellement le meilleur pour leurs enfants.

> **Avons-nous réellement tenu notre promesse d'émancipation pour tous les jeunes, quelle que soit la voie qu'ils empruntent ?**

Cette question, je la porte depuis longtemps. Et je crois qu'elle mérite aujourd'hui de prendre toute sa place dans notre débat national.

Cinquante ans d'histoire. Cinquante ans d'une promesse incomplète.

Pour comprendre ce qui nous arrive, je crois qu'il faut regarder un peu plus loin que l'actualité immédiate. Il faut remonter près de cinquante ans en arrière.

Au début des années 1970, avec notamment les lois Delors de 1971, notre pays réorganise profondément la formation professionnelle et l'apprentissage. Quelques années plus tard, en 1975, la

création du collège unique marque une autre grande ambition : celle d'une école commune, accessible à tous, qui doit permettre l'élévation du niveau d'éducation de la population.

Ces orientations répondaient à des aspirations légitimes. L'accès à l'éducation, la démocratisation des études, la possibilité pour chaque enfant de progresser par l'école de la République : je ne remets absolument pas en cause ces ambitions.

Elles font partie de notre histoire collective. Elles constituent même une part essentielle de notre pacte républicain. Mais je crois que, progressivement, nous avons laissé s'installer une fracture.

D'un côté, les parcours académiques, associés à la réussite scolaire, à la poursuite d'études, à l'élévation sociale. De l'autre, la voie professionnelle et l'apprentissage, trop souvent présentés comme des réponses à des difficultés scolaires, comme des solutions de repli, parfois même comme des orientations que l'on subit plutôt que l'on choisit.

Bien sûr, cette représentation n'a jamais été universelle. Des générations de professionnels, d'enseignants, de maîtres d'apprentissage et de responsables de formation ont consacré leur énergie à la combattre.

Mais elle s'est durablement installée dans notre société. Et c'est là, à mes yeux, que commence une partie de notre rendez-vous manqué.

Nous avons voulu démocratiser la réussite par les études, sans toujours donner la même reconnaissance à la réussite par l'expérience, par le travail et par le geste professionnel.

Nous avons laissé croire, parfois sans même le formuler, que certaines voies ouvraient davantage à l'émancipation que d'autres. Et nous n'avons pas suffisamment combattu cette idée.

L'intelligence de la main n'est pas une intelligence secondaire.

Je voudrais m'arrêter sur ce point. Pendant longtemps, on a parlé des « métiers manuels ». Comme si cette expression suffisait à les définir. Comme si travailler de ses mains relevait d'une autre forme d'intelligence, moins noble, moins valorisée que celle qui s'exprime dans les parcours académiques.

Mais que se passe-t-il réellement lorsqu'un jeune apprend un métier ? Il observe. Il comprend. Il réfléchit. Il expérimente. Il se trompe. Il recommence. Il mobilise des connaissances, développe des raisonnements, construit des gestes, prend des décisions.

Il apprend en faisant. Et, en faisant, il apprend aussi à apprendre.

Cette intelligence est profondément humaine. Elle mobilise le corps, l'esprit, la mémoire, la compréhension, l'analyse, la créativité, la capacité d'adaptation. Elle n'est pas opposée à l'intelligence académique. Elle en est une autre expression.

Et je crois profondément que notre pays n'a pas suffisamment reconnu cette réalité.

La crise sanitaire nous l'a pourtant rappelé avec force. Lorsque notre société a été confrontée à une situation exceptionnelle, nous avons redécouvert combien nous dépendions de ces femmes et de ces hommes qui soignent, produisent, transportent, réparent, nourrissent, entretiennent et assurent la continuité de notre vie quotidienne.

Des femmes et des hommes dont les métiers ne peuvent pas toujours être dématérialisés, automatisés ou remplacés par une technologie.

Aujourd'hui, alors que l'intelligence artificielle transforme notre rapport au travail et aux connaissances, cette question devient encore plus essentielle.

La valeur d'un métier ne se mesure ni au nombre d'années passées dans les études ni à la possibilité de le digitaliser.

Elle se mesure aussi à son utilité humaine, à la maîtrise qu'il exige, à la contribution qu'il apporte à la société et à l'accomplissement qu'il permet à celui ou celle qui l'exerce. Il est temps de retrouver cette parité d'estime. Pas dans les discours seulement. Dans les faits.

Mais il y a quelque chose de plus grave encore : la place de l'éducation.

Voilà le cœur de mon interpellation. Ce qui me préoccupe profondément, au-delà de la reconnaissance des métiers, c'est la manière dont nous avons envisagé la mission éducative de la voie professionnelle et de l'apprentissage.

Car apprendre un métier ne signifie pas cesser d'être un jeune en construction. Entrer en apprentissage ne signifie pas renoncer à son parcours d'éducation. Préparer un diplôme professionnel ne signifie pas que la République aurait achevé sa mission d'émancipation.

Et pourtant, je crains que nous ayons parfois laissé s'installer cette représentation. Comme si l'éducation appartenait d'abord à l'école et aux parcours académiques, tandis que la formation professionnelle aurait essentiellement pour mission de préparer à l'emploi.

Mais ce n'est pas ce que dit notre droit. Et ce n'est certainement pas ce que devrait porter notre ambition collective.

Le Code du travail affirme, dans son article L.6211-1, une disposition fondamentale :

> **« L'apprentissage concourt aux objectifs éducatifs de la nation. Il contribue à l'insertion professionnelle. »**

Relisons cette phrase. Elle commence par l'éducation. Elle affirme ensuite la contribution à l'insertion professionnelle. Ce ne sont pas deux objectifs contradictoires. Ce sont deux dimensions complémentaires d'une même ambition.

Un jeune apprenti est un jeune que la République doit continuer d'accompagner dans sa construction personnelle, intellectuelle, sociale et citoyenne.

Il doit acquérir des compétences professionnelles, évidemment. Mais il doit également développer son esprit critique, comprendre le monde, prendre confiance en lui, apprendre à exercer ses droits et ses responsabilités, construire son autonomie.

Il doit pouvoir devenir un professionnel compétent. Et un citoyen éclairé.

Pourquoi cette ambition serait-elle moins forte lorsqu'un jeune franchit la porte d'un CFA ou d'un lycée professionnel que lorsqu'il poursuit un parcours général ? Pourquoi faudrait-il choisir entre apprendre un métier et continuer à s'éduquer ? Pourquoi aurions-nous accepté, même implicitement, de distinguer ces deux dimensions ?

C'est cette question qui me bouleverse. Parce qu'elle touche à l'essentiel. Elle touche à l'égalité des chances. Elle touche à la dignité. Elle touche à notre conception même de l'émancipation.

Nous avons laissé s'installer un malentendu avec les familles.

Je veux le dire sans accuser personne. Ni les familles, qui cherchent légitimement la meilleure perspective pour leurs enfants. Ni les enseignants, qui accompagnent chaque jour des élèves dans des conditions parfois difficiles. Ni les professionnels de l'orientation, qui tentent de construire des réponses dans un système complexe. Ni les acteurs de la voie professionnelle, qui consacrent leur énergie à la réussite des jeunes.

Mais collectivement, nous avons laissé s'installer un immense malentendu. Pendant des décennies, nous avons valorisé la poursuite d'études, l'accès aux diplômes et la réussite académique. C'était

nécessaire.

Mais nous n'avons pas toujours affirmé avec la même force qu'un jeune qui choisit un métier, un apprentissage, une formation professionnelle, poursuit lui aussi un véritable parcours d'éducation et de promotion sociale.

Et lorsque cette promesse n'est pas suffisamment visible, que peut penser une famille ? Qu'il vaut mieux prolonger les études, parfois sans projet véritablement choisi, plutôt que de s'engager dans une voie professionnelle. Qu'un bon élève devrait nécessairement rester dans une filière générale. Qu'une orientation vers l'apprentissage risquerait de fermer des portes.

J'ai entendu ces discours. J'ai rencontré des familles auxquelles on avait dit : « Votre fils a de bonnes notes. Pourquoi voudriez-vous qu'il aille en apprentissage ? »

Mais que signifie cette phrase ? Depuis quand les bonnes notes devraient-elles interdire de choisir un métier ? Depuis quand la réussite scolaire devrait-elle déterminer, à elle seule, ce qu'un jeune a le droit d'espérer pour sa vie ?

Et inversement, pourquoi les difficultés scolaires devraient-elles conduire presque automatiquement vers une voie professionnelle ?

Une orientation ne devrait jamais être une sanction. Elle ne devrait pas davantage être une récompense. Elle devrait être la construction progressive d'un choix.

Un choix éclairé, accompagné, ouvert. Un choix qui respecte les aspirations, les aptitudes, les découvertes, les envies et les possibilités de chacun. Un choix qui laisse le droit de changer d'avis, de poursuivre des études, de revenir en formation, de se réorienter.

Parce qu'à quinze, seize ou dix-sept ans, on ne devrait pas être enfermé dans une décision définitive sur sa propre existence. Voilà ce que j'appelle une véritable politique d'orientation.

Le collège unique : une ambition à prolonger, un fonctionnement à repenser.

Je sais combien cette question peut être sensible. Le collège unique a porté une ambition profondément républicaine : celle de ne pas séparer trop tôt les enfants selon leur origine sociale ou leurs résultats scolaires. Cette ambition doit être préservée.

Mais préserver une ambition ne signifie pas s'interdire de questionner la manière dont nous la mettons en œuvre.

Aujourd'hui, je crois que nous devons interroger notre conception de l'orientation, la place accordée à la découverte des métiers, à l'expérience, à l'activité concrète et à la diversité des formes d'intelligence.

Un jeune devrait pouvoir découvrir très tôt qu'il existe plusieurs manières d'apprendre, plusieurs manières de réussir, plusieurs manières de contribuer à la société.

Non pour le sélectionner plus tôt. Non pour le diriger prématurément vers une filière. Mais, au contraire, pour élargir ses possibilités. Pour lui donner davantage de liberté.

Pour lui permettre de découvrir ce qu'il aime, ce qui l'intéresse, ce qui le mobilise, ce qui lui donne envie de progresser. Et pour que les familles puissent regarder toutes les voies avec la même confiance.

Car c'est bien de confiance qu'il s'agit.

La liberté de choisir sa voie n'existe véritablement que lorsque toutes les voies sont reconnues, accompagnées et porteuses d'avenir.

Les CFA ont beaucoup construit. Mais sommes-nous allés assez loin ?

J'ai dirigé des centres de formation d'apprentis pendant de nombreuses années. Je connais l'engagement des équipes. Je connais celui des formateurs, des maîtres d'apprentissage, des responsables pédagogiques, des personnels éducatifs et de tous ceux qui accompagnent les jeunes au quotidien.

Je sais ce qui se construit dans ces établissements. Je sais combien certains jeunes y retrouvent confiance, sens, reconnaissance et dignité. Je sais combien l'apprentissage peut transformer une trajectoire.

Mais je sais aussi que toutes les situations ne se ressemblent pas, que tous les établissements ne disposent pas des mêmes moyens et que la qualité de l'accompagnement reste un enjeu permanent.

Notre système a considérablement évolué, notamment depuis la réforme de 2018 et le développement du nombre d'organismes de formation par apprentissage. Nous avons engagé une transformation profonde de son organisation et de son financement.

Nous avons aussi mis en place des dispositifs de certification de la qualité. Je pense notamment à Qualiopi.

Ce référentiel comporte des exigences réelles en matière d'accompagnement, y compris sur des dimensions éducatives, sociales et citoyennes pour les CFA. Il ne serait ni juste ni exact de les ignorer.

Mais je voudrais poser une question plus profonde.

> **Sommes-nous capables aujourd'hui d'apprécier véritablement la contribution éducative d'un parcours d'apprentissage ?**

Pas seulement de vérifier que des procédures existent. Pas seulement de constater que des actions ont été organisées. Mais de comprendre ce qu'un jeune a réellement acquis dans sa construction personnelle, sociale et citoyenne au cours de son parcours.

A-t-il gagné en autonomie ? A-t-il développé sa capacité à comprendre le monde ? A-t-il appris à exercer ses responsabilités ? A-t-il découvert sa capacité à agir, à décider, à contribuer ? A-t-il grandi, tout simplement ?

Je sais qu'une telle ambition ne se résume pas à quelques indicateurs. Et je ne souhaite certainement pas ajouter une couche administrative supplémentaire à des équipes qui en supportent déjà beaucoup.

Mais je crois que cette question mérite d'être posée.

Parce que la qualité d'une formation ne peut pas se limiter à la conformité d'un dispositif : elle doit aussi interroger ce que le parcours apporte réellement à la personne.

Nos territoires doivent retrouver leur place dans cette ambition éducative.

Il y a un autre sujet dont nous devons parler. Celui de l'organisation de nos politiques éducatives et de formation.

Aujourd'hui, les responsabilités sont réparties entre l'État, les départements, les régions, les établissements scolaires, les CFA, les entreprises et de nombreux autres acteurs. Chacun exerce des missions importantes. Chacun porte une part de la réponse.

Mais vu du jeune et de sa famille, cette organisation peut devenir difficile à comprendre. Un collège dépend de certaines compétences institutionnelles. Le lycée relève d'autres responsabilités.

L'apprentissage obéit à ses propres règles de gouvernance et de financement. L'orientation mobilise plusieurs acteurs.

Et, entre ces différents espaces, des ruptures peuvent apparaître. Pourtant, le jeune, lui, ne change pas.

Il poursuit son histoire. Il construit progressivement sa personnalité, ses connaissances, ses compétences, son rapport aux autres et son projet de vie.

Pourquoi notre organisation institutionnelle devrait-elle introduire des discontinuités dans ce qui devrait être un parcours cohérent ?

Je crois qu'il faut repenser cette articulation. Non pas en désignant un responsable ou en imaginant qu'une nouvelle réforme administrative suffirait à tout résoudre. Mais en repartant de l'essentiel. Du jeune. De sa famille. De son parcours. De son territoire.

Car les territoires connaissent leurs réalités, leurs besoins, leurs métiers, leurs entreprises, leurs fragilités et leurs ressources. Ils peuvent devenir des espaces où se construisent de véritables continuités éducatives.

Entre le collège, le lycée, le CFA, l'enseignement supérieur, les entreprises et les acteurs de l'insertion. Avec un État qui garantit l'égalité des droits, et des territoires qui disposent de moyens réels pour organiser des réponses adaptées.

Nous devons retrouver de la cohérence. Et surtout du sens.

Notre jeunesse n'est pas seulement notre avenir. Elle est déjà notre richesse.

Je reviens à ce qui m'a conduit à prendre la parole aujourd'hui. Ces images de tensions, de colère, parfois de violences, qui traversent notre actualité. Certaines m'ont profondément bouleversé. J'ai vu des images d'un établissement scolaire attaqué. J'en ai pleuré.

Non parce que je prétendrais détenir une explication simple à ce qui s'est produit. Non parce que je voudrais attribuer ces événements à une catégorie de jeunes, à une institution ou à une décision politique particulière.

Mais parce qu'un établissement scolaire devrait toujours représenter une promesse. Une promesse de savoir. Une promesse de protection. Une promesse d'ouverture. Une promesse d'émancipation.

Et lorsque cette promesse semble vaciller, c'est quelque chose de notre pacte républicain qui nous interpelle.

Je ne veux pas que nous nous habituions à voir notre jeunesse exprimer sa défiance, son inquiétude ou sa colère sans nous interroger sur ce que nous lui proposons collectivement.

Je ne veux pas non plus que nous répondions à cette situation uniquement par des mesures d'urgence, aussi nécessaires soient-elles.

Il faut entendre les revendications immédiates. Il faut répondre aux difficultés concrètes. Il faut protéger les jeunes, les personnels et les établissements.

Mais il faut aussi accepter de regarder plus loin. De regarder ce que cinquante années de choix, de réformes, de représentations sociales et de décisions institutionnelles ont produit. Et de nous demander ce que nous voulons désormais construire.

Notre jeunesse n'est pas un problème à résoudre. Elle est notre première richesse humaine.

Elle n'est pas seulement un marché du travail à alimenter. Elle n'est pas uniquement une statistique de réussite scolaire, d'insertion ou de chômage.

Chaque jeune est une personne qui doit pouvoir se découvrir, se construire, apprendre, contribuer et trouver sa place. C'est cela, pour moi, la promesse républicaine.

Pour 2027, faisons de cette question une véritable ambition nationale.

Je le dis aujourd'hui avec gravité. Je crois que la question de l'éducation, de l'orientation, de la voie professionnelle et de l'apprentissage doit devenir l'un des grands sujets de la campagne présidentielle de 2027.

Pas un sujet annexe. Pas une succession de mesures techniques sur le financement des CFA, les aides à l'embauche ou les taux d'insertion. Ces questions ont leur importance, naturellement. Mais elles ne suffisent pas à définir une ambition pour la jeunesse.

Ce que nous devons remettre au centre du débat est beaucoup plus fondamental.

> **Quelle éducation voulons-nous garantir à chaque jeune de notre pays, quelle que soit sa voie de formation ?**

Quelle place voulons-nous donner à l'expérience, au geste, au travail, à la connaissance, à la culture et à la citoyenneté ?

Comment construire une orientation qui libère au lieu d'enfermer ? Comment permettre à chaque famille de regarder la voie professionnelle avec autant de confiance qu'un parcours académique ?

Comment garantir qu'un jeune apprenti, un lycéen professionnel, un lycéen général ou technologique bénéficie de la même exigence d'accompagnement éducatif ?

Comment faire en sorte que les territoires contribuent pleinement à cette ambition, sans que l'organisation des institutions fragmente les parcours ?

Et surtout, comment retrouver une véritable parité d'estime entre les différentes manières d'apprendre, de réussir et de s'accomplir ?

Ces questions ne peuvent pas appartenir à un seul parti, à une seule organisation ou à une seule catégorie d'acteurs. Elles doivent nous rassembler.

Elles concernent les familles, les jeunes, les enseignants, les formateurs, les entreprises, les partenaires sociaux, les territoires et les responsables politiques. Elles concernent la République tout entière.

Je ne demande pas que l'on oppose les voies de formation. Je demande précisément que l'on cesse de les opposer.

Je ne demande pas que l'on renonce à l'excellence académique. Je demande que cette exigence d'excellence puisse aussi s'exprimer pleinement dans la voie professionnelle.

Je ne demande pas que l'on réduise l'éducation aux besoins économiques. Je demande que l'on reconnaisse qu'apprendre un métier, accéder à la culture, développer son intelligence et devenir citoyen peuvent et doivent participer d'une même ambition.

Un appel à construire, ensemble.

Depuis trente ans, je porte ces convictions. J'ai eu la responsabilité de diriger des CFA, de travailler avec des équipes engagées, d'accompagner des jeunes et leurs familles, de participer aux transformations de l'apprentissage.

Depuis quelques années, mon activité de conseil me permet de prendre davantage de recul, de croiser les expériences et d'observer les forces comme les fragilités de notre système.

Je ne prétends pas avoir toutes les réponses. Mais je sais que nous pouvons faire autrement.

Je sais que des femmes et des hommes travaillent déjà, chaque jour, à construire cette ambition. Je sais que des établissements, des entreprises, des collectivités et des équipes éducatives inventent des réponses remarquables.

Et je crois qu'il est temps de leur donner un horizon commun.

Je souhaite que ce texte soit le point de départ d'un échange. Je souhaite qu'il puisse être entendu, discuté, confronté à d'autres expériences, enrichi par celles et ceux qui vivent quotidiennement ces réalités.

Je souhaite que les responsables politiques qui préparent 2027 s'emparent de cette question avec sérieux, avec exigence et avec une véritable connaissance des enjeux.

Non pour ajouter une promesse de plus. Mais pour construire une orientation durable. Une ambition capable de dépasser les alternances politiques. Une ambition qui replace l'humain au centre des politiques éducatives.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. De l'humain. De nos enfants. De leur droit à apprendre. De leur droit à choisir. De leur droit à se tromper et à recommencer. De leur droit à trouver leur place, leur dignité et leur utilité dans notre société.

Je voudrais que nous ayons collectivement le courage de reprendre cette promesse. Que nous puissions dire à chaque jeune, à chaque famille :

> **Quelle que soit la voie que tu choisiras, la République ne renoncera jamais à t'éduquer, à t'accompagner et à te donner les moyens de t'émanciper.**

Parce qu'apprendre un métier, ce n'est pas renoncer à s'instruire. Parce que travailler de ses mains, ce n'est pas renoncer à penser. Parce que choisir l'apprentissage, ce n'est pas choisir une citoyenneté moins ambitieuse.

Et parce que notre pays ne peut pas se permettre de perdre une seule de ses intelligences.

Cessons d'opposer. Réapprenons à faire confiance à toutes les formes d'intelligence.

Et redonnons à chaque jeune, quelle que soit sa voie, la même promesse d'émancipation.

C'est cette ambition que je souhaite porter. C'est cette ambition que je veux voir entrer dans le débat public. C'est, je le crois profondément, l'un des grands rendez-vous que notre République ne doit pas manquer en 2027.

Pascal PICAULT | PICAULT Conseil - CADOFA | 10 novembre 2026